

Tout compte fait, l'année 1953 laisse la situation internationale au point où 1952 l'avait placée. La détente espérée au printemps est toujours au futur ; la guerre de Corée est passée de l'armistice latent à l'armistice effectif, sans que le règlement du problème politique apparaisse possible. La mort de Staline a maintenu en place les dirigeants de la politique extérieure soviétique et les gestes de conciliation ne s'accompagnent d'aucune mesure concrète ; l'affaire de Trieste après une phase aiguë revient au point mort. Le différend anglo-égyptien à Suez n'est pas plus près d'une solution. Quant au problème franco-allemand, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il reste en l'état. La question sarroise en suspend, la C.E.D. plus que douteuse. Enfin la guerre d'Indochine se poursuit, mieux soutenue, sans doute, mais toujours sans issue prévisible.

Dans l'ordre économique l'ascension américaine s'est ralentie ; des signes de flottement apparaissent çà et là, même dans les pays les plus favorisés comme l'Allemagne et la Belgique. A l'actif de cette année on peut inscrire le redressement de la situation en Iran qui sous la direction de Zahedi se rapproche du bloc occidental et une certaine détente en Tunisie et au Maroc, après la crise aiguë de cet été. A l'intérieur, l'Espagne et les Pays-Bas peuvent se réjouir des résultats obtenus en 1953. Mais l'Angleterre qui avait fait quelques progrès les voit remis en question par un réveil de l'agitation sociale. Stagnation donc dans l'ensemble sans signe sérieux d'amélioration prochaine.

L'évolution dans les pays soviétiques.

Cependant l'évolution inhérente à toutes choses humaines se poursuit dans l'ombre. Malgré l'apparente stabilité du régime l'U.R.S.S. se transforme. La mort de Staline a été pour le peuple russe un profond soulagement. Il est très significatif que le procès muet intenté à Bériia et ses collaborateurs ait été présidé par un militaire, le maréchal Kouïev. Plus d'aveux spontanés, ni de réquisitoire public. Une liquidation sans épisodes d'une certaine forme de police secrète, ce qui ne veut pas dire que cette sorte d'autorité occulte ait disparu. Elle demeure inhérente aux types de gouvernement qu'a connus la Russie de toujours. Elle a changé de mains et sans doute de méthode. Certains groupes d'individus sont pour l'heure hors de sa portée.

Nous avons relaté au cours de ces dernières années le nombre exceptionnel de décès d'officiers supérieurs relativement jeunes ; l'armée s'est vengée. Elle n'a cependant pas cherché à supplanter le parti. Mais elle le maintient sans

tête ; le pâle Malenkof reste un figurant et son autorité est toute administrative. Ce n'est pas lui, à notre avis, qui s'est défait de Bériia. Pour gouverner la Russie, il avait besoin de lui. Il ne pouvait chercher à l'abattre que s'il avait les moyens de concentrer dans sa main les pouvoirs que le grand policier détenait. Au lieu de cela l'autorité est de plus en plus répartie entre des chefs de service rivaux sans cesse multipliés. Plus cette autorité se divise et plus le contrôle de l'armée s'affirme.

Mais dans cette armée même, on ne voit pas jusqu'ici se détacher l'homme capable de s'imposer en maître. Et même si l'un des maréchaux prenait le pouvoir il ne pourrait briser l'appareil du parti qui tient tous les rouages de l'organisme soviétique. Il n'y a pas comme dans l'Allemagne de 1945, une équipe de rechange tenue à l'écart et prête à reprendre les leviers de commande avec autorité et expérience. De plus l'idéologie communiste est pour l'impérialisme russe un moyen trop efficace pour être abandonné par un nouveau maître qui serait tout aussi nationaliste que l'ancien. Reste la crise économique et le mécontentement et le malaise manifeste des couches moyennes du pays qui se forment lentement. Il serait illusoire d'en attendre dans le proche avenir un bouleversement du système politico-social. Le peuple russe est passif par nature et habitué à ses chaînes séculaires. La prison où il demeure éclatera un jour, mais ce jour est loin.

Les prochaines conférences.

Dans l'ordre diplomatique on prépare des Conférences. Sans grande conviction de part et d'autre. Tentée par les divisions de l'opinion française, l'U.R.S.S. s'est décidée un peu tard, à jouer de cette carte. Elle a multiplié les avances, invité Daladier et consorts en Pologne, envoyé à Paris ses sportifs, ses musiciens, ses ballerines et ses chanteuses et fait d'abord miroiter l'appât d'un armistice en Indochine suivi presque aussitôt à titre d'alternative d'une offensive vietminh ; chaud et froid opportun pour montrer aux Français ce qu'ils ont à espérer et ce qu'ils ont à craindre selon qu'à la conférence de Berlin ils se rangeront d'un côté ou de l'autre.

Le choix n'est que théorique.

Comme nous l'avons dit ce choix n'existe pas et la France comme les Etats-Unis sont liés, qu'on le veuille ou non à la même politique. Sans doute les Américains ont acheté les bases espagnoles ; ils traitent en ce moment avec le roi de Lybie pour en établir dans ce pays de nouvelles. Ils paraissent avoir réus-

si à disloquer la ligue arabe en reliant dans un pacte défensif la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan. L'Egypte a très violemment accusé le coup et aussi l'Inde ; ce qui montre qu'il s'agit là d'un succès sérieux de la politique américaine et d'un résultat capital du voyage du vice-président Nixon. De cette façon les Etats-Unis mettent la France devant le tableau d'une défense périphérique qui pourrait se passer d'elle et de ses territoires d'outre-mer.

Mais les Etats-Unis ne peuvent abandonner la défense de l'Allemagne et en retirer leurs divisions, sans disloquer l'O.T.A.N. ce qui entraînerait le départ du continent des divisions anglaises et canadiennes. Ce serait donner aux Soviets partie gagnée. Les Français seraient les premiers à s'affoler de ce repli général. D'un grand élan patriotique (comme à Versailles), ils proclameraient leur foi dans l'O.T.A.N. et leur indéfectible attachement aux nations amies. D'autant mieux que les grands intérêts, privés des commandes off-shore se verraient en mauvaise posture.

Vers un compromis.

Mais alors dira-t-on ? N'a-t-on pas proclamé de part et d'autre qu'il n'y a pas de solution de rechange de rechange, non, sans doute, mais il y a des accommodements. La C.E.D. peut repasser chez le tailleur et transformer sa silhouette sans que l'étoffe soit changée. Chacun pourra y voir la ligne de son choix sans que personne soit satisfait, tous auront gagné quelque chose. Il est si facile de sauver la face en régime parlementaire,

Voilà pour la diplomatie une grosse besogne jusqu'au printemps 1954 ; mais l'essentiel pour les diplomates n'est-ce pas de paraître occupés ?